

## Chômage : sueurs et contorsions au Conseil de la Statistique

Eric Maurin, 9 mars 2007

Source :

<http://ericmaurin.blogs.nouvelobs.com/archive/2007/03/09/ch%C3%B4mage-sueurs-et-contorsions-au-conseil-de-la-statistique.html>

Invités par le conseil national de la statistique (CNIS) à s'expliquer sur le report du chiffre du chômage, les directeurs de la statistique du ministère de l'emploi et de l'INSEE ont livré chacun à leur tour une série de discours fleuves, sans évidemment répondre à la question centrale : quels sont donc ces fameux problèmes méthodologiques inédits empêchant toute publication des chiffres ?

Les responsables de l'INSEE mandatés par Jean-Michel Charpin ont décrit une à une les caractéristiques de l'enquête Emploi actuelle, ses taux de réponse, les variations des réponses en fonction des vagues d'enquête etc, etc... toutes choses bien connues des spécialistes, dont on a eu la confirmation qu'elles n'avaient pas du tout varié en 2006 et qui sont soudain présentées comme autant de « fragilités » insupportables. De leur côté les responsables de la DARES ont énuméré les multiples changements de comptage des chômeurs inscrits à l'ANPE depuis janvier 2005, déplorant qu'on ne pouvait pas vraiment en évaluer l'effet réel, sans évidemment mentionner tout le travail de quantification réalisé par leurs services (voir les fuites de cette semaine dans le Monde).

Au final, une fois le brouillard dissipé, la vérité toute nue est bien là : le chômage s'élève en moyenne à 9,8 % dans l'enquête Emploi en 2006, soit exactement le même taux qu'en 2005 (aucune baisse donc, ni petite ni grande) et 0,7 point de plus que le chiffre hallucinant que le directeur de l'ANPE a essayé d'imposer à l'aide de ses fichiers. Tout le baratin gouvernemental sur la réussite des dispositifs bidules et des contrats machins tombe à l'eau.

Tous les responsables passés ou actuels de l'enquête Emploi (interdits de parole évidemment) ayant pu se pencher sur le problème ne voient rien à redire sur elle : on les a fait trimer les uns indépendamment des autres pendant des semaines pour trouver la petite bête, mais à la fin des fins, on ne voit toujours aucune raison technique de ne pas officialiser le chiffre désormais public, de même qu'il n'y a apparemment aucune raison technique aujourd'hui de continuer à garder le secret sur l'évolution en cours d'année 2006, dont on sent bien qu'elle n'est pas « bonne » elle non plus. Le fond de l'histoire c'est que les chiffres de l'ANPE ont dérivé comme jamais, obligeant l'administration à renier ses autres outils, pourtant bien plus fiables.

L'éditorial du Monde d'aujourd'hui décrit Jean-Michel Charpin comme un homme de gauche. Ce n'est pas la grille de lecture que je trouve opérationnelle : c'est un proche du cabinet Villepin, voilà tout, de même que les actuels directeurs en place à l'ANPE ou au ministère de l'emploi sont tous de récents parachutés, directement issus des cabinets du gouvernement. Tout ce qui de près ou de loin peut gêner la communication du gouvernement est systématiquement repoussé, édulcoré, enterré. On ne peut plus commencer d'étude (je dis bien commencer, il ne s'agit plus de publier) sans avoir l'accord de son directeur général. La statistique publique est désormais complètement manipulée, manipulation d'autant plus sûre d'ailleurs que le pouvoir n'a même plus besoin d'exercer de censure directe : l'autocensure œuvre d'elle-même. On m'objectera que cela a toujours été comme cela : ce n'est pas vrai, plusieurs éléments ont progressivement bouleversé le paysage. D'une part la pression médiatique croissante sur la production et l'évaluation statistique. D'autre part, les liens de plus en plus incestueux entre l'administration statistique et les cabinets ministériels (cette dernière évolution faisant d'ailleurs que les personnes occupant des postes de direction n'ont plus nécessairement de compétences statistiques). Les experts de la statistique publique font de plus belles carrières que naguère, mais c'est au prix de l'autonomie de l'Institut et, partant, de la qualité du débat public. Il y a une spirale qu'il faut arrêter. La place de la statistique publique et de l'évaluation des politiques publiques devrait être un enjeu majeur dans cette présidentielle.